



HAL
open science

Histoire de la commission “ extrême droite ” de la Ligue des droits de l’homme

Philippe Lamy

► **To cite this version:**

Philippe Lamy. Histoire de la commission “ extrême droite ” de la Ligue des droits de l’homme. Matériaux pour l’histoire de notre temps, 2021, Les droites extrêmes en Europe depuis 1945, 139-142, pp.51-57. 10.3917/mate.139.0051 . hal-03678413

HAL Id: hal-03678413

<https://hal.science/hal-03678413>

Submitted on 25 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Histoire de la commission « extrême droite » de la Ligue des droits de l'homme

PHILIPPE LAMY, HAUT FONCTIONNAIRE, DOCTEUR EN SOCIOLOGIE (PARIS 8) - ANCIEN PRÉSIDENT DE LA COMMISSION « EXTRÊME DROITE » DE LA LDH

Note de l'auteur : Cet article reprend des éléments d'un autre texte paru dans *Hommes et Liberté* (n°187, septembre 2019) et s'appuie sur différents témoignages écrits recueillis, ainsi que sur des archives de la commission en possession de l'auteur.

A l'approche de l'élection présidentielle de 2022, la plupart des commentateurs politiques semblent acquis à l'idée que la présidente du Rassemblement national, Marine Le Pen soit présente au 2^e tour, confortés par les sondages¹ qui la donnent en tête du premier tour dans tous les cas de figure (26%). Cette perspective politique n'émeut presque personne à quelques exceptions près². La plupart des associations créées en riposte à la percée électorale du Front national ont disparu³. Le 21 avril 2002 a marqué d'une certaine façon le « début de la désagrégation d'un 'néo-antifascisme' structuré autour de l'antilepénisme »⁴. Seul, l'antifascisme radical se maintient, autour d'un site toujours très bien informé, « *La Horde* », avec en province quelques groupes organisés.

Les 8 et 9 novembre 1980, soit quatre ans avant la percée électorale du Front national aux Européennes, la LDH décide lors de son 61^e congrès de créer une commission de travail intitulée : « Extrême droite nazie et fasciste : menaces et ripostes » et d'en faire le thème principal du congrès suivant à Lille en février 1982. Cet intitulé a été pris après débat au sein du bureau national de la Ligue afin « d'affirmer la dimension politique de sa mission ». Mais après 1984, elle s'appelle simplement « extrême droite ».

UNE EXTRÊME DROITE INEXISTANTE ÉLECTORALEMENT MAIS TRÈS ACTIVISTE

Pourtant en 1980, l'extrême droite ne pèse pas électoralement. Consciente de l'impasse activiste après la dissolution d'Ordre Nouveau en 1973, la principale formation

de cette mouvance, le Parti des Forces Nouvelles (PFN)⁵, avait fait le choix d'inscrire sa stratégie auprès de la droite parlementaire, se présentant comme une « Nouvelle droite politique ». L'échec cuisant des élections européennes de 1979, où sa liste « Eurodroite » n'obtient que 1,31%, pousse ses dirigeants à rejoindre les partis de la droite parlementaire, principalement le RPR, via le CNIP qui joue le rôle de « passerelle⁶ ». Quant au Front national, il reste un groupuscule dont le principal théoricien, François Duprat, est mort dans un attentat en 1978⁷. Dans un des très rares ouvrages universitaires sur ce sujet, René Chiroux explique dans ses conclusions que « l'extrême droite, profondément divisée, à la recherche d'une doctrine adaptée à notre temps, accentue son déclin⁸ ».

Qu'est-ce qui explique alors que la Ligue des droits de l'homme, dont l'histoire est, il est vrai, liée à l'antifascisme, notamment dans les années trente⁹, décide de créer une commission spécifique à la lutte contre l'extrême droite ? Trois phénomènes l'inquiètent plus particulièrement alors : le développement des thèses négationniste, un activisme de l'extrême droite, et la percée idéologique de la « Nouvelle droite¹⁰ ».

La période des années 1978-1981 est agitée par des scandales liés à la Seconde Guerre mondiale et la mémoire juive. Cette période trouble a été décrite par l'historien Henry Rousso dans *Le syndrome de Vichy*¹¹ : l'ombre du pétainisme obscurcit les années Giscard. C'est dans ce contexte qu'éclate l'affaire de l'*Express* avec les déclarations de Darquier de Pellepoix sur « À Auschwitz, on n'a gazé que des poux » et la publication par le *Monde* d'une lettre de Robert Faurisson (29 décembre 1978). On découvre alors l'existence d'un courant niant l'existence des chambres à gaz, et par là même la spécificité du génocide du peuple juif, courant dont les ramifications sont à l'extrême droite, mais aussi dans des milieux de l'ultra gauche.

- Et il y a la résurgence de l'extrême droite, activiste et terroriste. Quand la question des « années de plomb » est évoquée pour l'Europe des années 70, la plupart des commentateurs évoque le terrorisme d'extrême gauche. Mais le « terrorisme noir », notamment en France semble être oublié. Il y a, entre 1976 et 1977, 22 attentats à l'explosif revendiqués par l'extrême droite et la presse en comptabilise 163 les trois années suivantes¹². Ces attentats frappent des librairies, les locaux du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), un restaurant des étudiants musulmans, le consulat d'Algérie à Aubervilliers, l'imprimerie « encre noire ». Des lieux symboliques juifs sont mitraillés. Le domicile même du président de la Ligue, ancien résistant, Henri Noguères est l'objet d'un attentat. Derrière ces attaques, on soupçonne un groupuscule néo nazi, la FANE (Fédération d'Action Nationale et Européenne), créé en 1966, et reconstitué après la mort de François Duprat. Plusieurs personnes, ayant ou non un engagement politique, sont abattues par des groupes inconnus (« *Honneur de la police* », « *Commando Delta* », groupe « *Charles Martel* ») : Laid Sebaï gardien des locaux de l'Amicale des Algériens le 2 décembre 1977, Henri Curiel le 4 mai 1978, Pierre Goldmann le 20 septembre 1979. Particularité de tous ces attentats et assassinats, aucun des responsables n'a été condamné, ni même arrêté¹³. Le 3 octobre 1980, une moto piégée posée près de la synagogue de la rue Copernic à Paris fait 4 morts et 10 blessés. Cet attentat antisémite soulève une très vive émotion et si, aujourd'hui, l'appartenance des auteurs à un groupe palestinien ne fait plus de doute, les premiers soupçons pèsent alors sur l'extrême droite néo-nazie¹⁴. Enfin éclate en juin 1979 l'affaire de la « Nouvelle Droite ». Une campagne de presse met à jour l'existence du Groupement de recherche et d'études pour une civilisation européenne, le GRECE, qui développe depuis 1968 une stratégie métapolitique de conquête des idées, utilisant de façon subtile les thèses du darwinisme social et se référant à des auteurs engagés sous le Troisième Reich ou ayant appartenu à la « Révolution conservatrice » allemande. Ce qui en fait la particularité, c'est son emprise sur un grand média de masse de droite, le *Figaro magazine*. A côté du GRECE, on trouve un « contre club Jean Moulin », le Club de l'Horloge, créé en 1974 par un groupe d'énarques et de polytechniciens qui développe alors un corpus d'idées similaires, mais au sein du RPR et de l'UDF. Ce club se détachera du GRECE après 1979 pour reprendre une thématique beaucoup plus ultra libérale, s'inspirant des modèles reaganien et thatchérien avant de fournir une armature idéologique au Front national¹⁵.

CRÉATION DE LA COMMISSION

L'attentat visant le président de la Ligue a été l'élément déclencheur de la création de la commission. Des menaces de mort par courrier sont envoyées à Daniel Mayer, lui aussi grand résistant et figure historique de la LDH, et à Henri Noguères par le groupe « Honneur de la police ». La Ligue décide de créer un groupe de travail sur l'extrême droite intitulé : « *extrême droite nazie et fasciste : menaces et ripostes* » en novembre 1980 lors de son 61^e congrès. Cette décision avait été précédée par des débats au sein du comité central. Michel Calef, secrétaire général, affirme que « *l'agitation de quelques jeunes déséquilibrés en mal de nostalgie nazie n'est que la pointe émergée d'un iceberg beaucoup plus dangereux qu'il n'y paraît*¹⁶ ».

Pour construire cette commission, la LDH va prendre modèle sur le CDLIM (Comité droits et libertés dans l'institution militaire)¹⁷. Créé en 1978, ce comité est présidé par Henri Noguères, et animé par un secrétariat permanent avec une séance plénière mensuelle. Le CDLIM a trois commissions de travail dont une traite de « l'idéologie et des pratiques d'extrême droite dans l'Institution militaire¹⁸ ».

Comme le CDLIM, la commission est ouverte sur l'extérieur et permet ainsi, comme l'indiquait Eric Agrikoliansky dans son ouvrage sur la LDH¹⁹, de constituer « un réseau d'action (qui) se constitue et qui transcende les frontières des organisations, dans lequel la LDH joue un rôle de coordination déterminant ». Le MRAP, l'association Fahrenheit et l'association Henri Curiel sont partie prenante du projet.

« Militant antifasciste et antiraciste dès 1973, j'ai rejoint le MRAP en 1980/1981. Avant de participer, en 1982, à la création du comité de Montreuil (93) de l'organisation antiraciste, j'ai fréquenté assidument sa Commission nationale « antisémitisme et néonazisme ». Elle était alors animée par Pierre Krauz.

C'est d'abord à ce titre que j'ai participé, dès 1981, aux activités de la commission « extrême droite » de la LDH. Puis, élu au bureau national du MRAP en juin 1982, j'ai continué à participer, avec cette nouvelle « casquette », aux activités de la commission. Celle-ci s'est prolongée jusqu'à fin 1983.

*La commission était plus qu'une simple instance de la LDH. Elle était certes une structure thématique statutaire de la LDH, à l'instar d'autres commissions de celle-ci, mais elle était aussi et surtout un lieu de coordination des activités antifascistes des trois organisations « fondatrices ». Ces modalités de fonctionnement avaient d'ailleurs donné lieu à un échange écrit « courtois mais vif » entre Albert Lévy (secrétaire général du MRAP) et Madeleine Rebérioux » **Michel B**²⁰.*

Fig. 1 et 2: Études et documentation internationales (EDI), « Communiqué: On brûle des livres à Paris », sd., Fonds Maurice Rajsfus, Coll. La contemporaine

UNE LIBRAIRIE BRULE A PARIS

Mercredi 25 novembre , 19 heures. Une quinzaine d'hommes masqués et casqués pénètrent de force dans les locaux d'Études et documentation internationales 29, rue Descartes, Paris V^{ème}, une librairie-maison d'édition qui, depuis plus de vingt ans, publie des ouvrages consacrés au mouvement ouvrier, à ses théoriciens ou à ses historiens (Marx, Boukharine, Trotski, Lukacs, Dommanget, etc.). A coups de barres de fer, ils brisent tout, blessant l'un des animateurs bénévoles d'EDI qui tente de s'interposer. Puis ils quittent les lieux en y mettant le feu. Leur action de commando a duré quelques minutes.

Aujourd'hui, la survie d'EDI est menacée. La librairie est fermée: des centaines de livres sont endommagés, le matériel inutilisable.

Ne laissons pas la violence l'emporter. Exprimons notre solidarité avec EDI en lui procurant de quoi réparer les dégâts.

NE LAISSONS PAS LE DERNIER MOT AUX INCENDIAIRES DE LIVRES !

Les soussignés vous appellent à adresser votre aide financière qui seule permettra de sauver EDI

Etudes et Documentation Internationales

PRESSE EDITION

29, Rue Descartes, PARIS-V^e - Tél. : 329.55 20

cartes, 75005 Paris CCP Paris 9.804- 29 P

COMMUNIQUE

ON BRULE DES LIVRES A PARIS

Un commando, huit ou dix hommes armés de matraques et de cocktail-molotovs, a attaqué et incendié hier soir, Mercredi 25 Novembre vers 19 h., la Maison d'Édition ETUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES (E.D.I.). Les trois personnes présentes ont été blessées, plusieurs milliers de livres, des manuscrits et tout un fond de documentation sur l'histoire du mouvement ouvrier a été saccagé.

E.D.I., éditeur militant, à but non lucratif, existant depuis plus de 20 ans, est bien connu des milieux scientifiques et politiques pour ses publications des grands auteurs du mouvement ouvrier contemporain, de Marx et Engels jusqu'à Trotski en passant par Blanqui, Boukharine ou M. Dommanget.

De nombreuses personnalités ont à diverses reprises collaboré à des débats publiés par E.D.I., notamment Pierre Naville, Henri Lefebvre, Pierre Mendès-France, Jean Popereau, Laurent Schwartz Pierre Broué etc, etc....

E.D.I. abritait dans ses locaux différentes associations et centre de recherche et de documentation, et notamment l'Institut Léon Trotski. Dernièrement E.D.I. a publié deux ouvrages de M. Rajsfus étudiant sur documents les attitudes du judaïsme français à l'époque du nazisme triomphant.

Cet acte prive E.D.I. de ses moyens de travail et lui occasionne un préjudice considérable au moment où paraît le n°1 de sa nouvelle collection Questions-Clefs (Syndicalisme au féminin).

Pour la 1^{ère} fois depuis le 10 Mai, des nervis fascistes, dont on ne connaît pas encore l'étiquette, cherchent à faire taire un éditeur, des militants, en brûlant leur production, dans le but d'intimider et de faire un exemple.

Il importe que tous les militants socialistes ouvriers, que tous les démocrates, quelles que soient leur sensibilité politique ou leur responsabilité publique fassent savoir qu'ils se sentent concernés par ce lâche attentat et qu'ils en soutiennent moralement et financièrement la victime, E.D.I. .

Le Collectif E.D.I.

Un permanence fonctionne sur place
- tous les après-midi - et une souscription
de soutien est ouverte : CCP PARIS 18-462.71

- Jacques Lambalais, qui représentait l'association Henri Curiel, fondée pour défendre sa mémoire explique les raisons de l'engagement de son association dans le combat contre l'extrême droite.

« L'assassinat d'Henri Curiel a été revendiqué par un 'commando Delta', du nom des groupes d'activistes constitués par l'OAS à la fin de la guerre d'Algérie. Il n'est donc pas exclu que les tueurs soient à rechercher dans cette mouvance. Très rapidement l'association édite un bulletin qui, notamment, recense et analyse les exactions et attentats – ils sont nombreux à l'époque – commis par l'extrême droite ou susceptibles de lui être attribués. »

Sans être officiellement partie prenante de la commission, des militants de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) participent également de façon régulière aux travaux.

« Je suis entré dans la commission dans les années 80, si ma mémoire est bonne par le biais de l'I.O.D.E (Informations et Observations sur les Droites Extrêmes), association qui servait de cache sexe à la LCR et que nous avons montée avec « Olive » pour pouvoir participer aux réunions d'Article 31, parce que la CFDT était contre la participation de la LCR en tant que telle. Pour nous, il s'agissait d'amener notre savoir-faire, d'échanger docs et idées. J'étais à l'époque à la direction nationale du SO (CT = commission technique) de la LCR et un des responsables, avec Olive, de la commission de la LCR en charge du suivi des fafs ». Olive, avaient les mêmes fonctions que moi nous écrivions dans Rouge sous la signature de Fougerolles. « Olive » était membre du BP et du CC de la LCR », **J.P. G., militant LCR**²¹.

Plus tard, d'autres militants représentant des associations ou des revues comme Celsius ou Article 31 participèrent de manière active.

« En octobre 1984, Article 31 succède au bulletin édité par l'association. Cette nouvelle revue, rédigée par une équipe de militants et par des journalistes indépendants spécialisés, vise à apporter à ses lecteurs des éléments d'information et de réflexion sur les activités de l'extrême droite, au niveau national et international, avec une attention particulière sur leurs liens avec la droite classique, les imbrications existant entre ces divers courants, leurs stratégies et leurs buts réels. »,

J. Lambalais²².

Une partie de ses rédacteurs sont issus de la commission de la LDH, ce qui souligne l'un des principaux apports de celle-ci, à savoir les contacts, contacts qui perdureront quelques temps plus tard avec le lancement de la revue Celsius.

« Je me souviens... À partir de 1989/90, nous nous retrouvions rue Jean Dolent généralement une fois par mois venant d'horizons bien différents. La commission hébergeait non seulement des adhérents individuels mais aussi des membres de groupes plus confidentiels et

informels créés dans les années 80 pour 'travailler sur l'extrême droite'. Deux d'entre eux étaient structurés autour de l'animation d'une revue trimestrielle, Celsius et Article 31 (...) Issu de la gauche révolutionnaire ou un temps proches du PCF, les animateurs de ce groupe, une dizaine en moyenne pour ce qui concerne les 'noyaux durs' cultivaient le goût du secret... », **Jacques M., journaliste**²³

La commission se met en place au début de l'année 1981 s'appuyant sur le réseau des jeunes militants du CDLIM. Un premier bureau est constitué autour de Madeleine Rebérioux, avec J. Lambalais, B. Deljarrie et J. Dupuy. Une de ses premières tâches est de préparer le futur congrès de la LDH.

« Nos activités, d'abord assez empiriques se sont ensuite formalisées, systématisées lors du 62^e congrès de la LDH avec la présentation du rapport 'l'extrême droite nazie et fasciste. Menace et riposte' par Madeleine Rebérioux, présidente de la commission. À noter que ce rapport a été élaboré collectivement par l'ensemble des membres de la commission », **Michel B., MRAP**.

En effet, alors que la gauche gouverne depuis moins d'un an, la LDH décide de consacrer son 62^e congrès à Lille à la menace de l'extrême droite. Un rapport rédigé par Madeleine Rebérioux fait le point sur les premières actions de la commission, et dresse un tableau des activités de l'extrême droite depuis un an²⁴.

Ce texte se plaint d'une certaine impunité dont semblent encore jouir les auteurs d'attentats contre les librairies. Il évoque une forme de « blocage » pour ouvrir des enquêtes au sein de la hiérarchie policière. Le rapport suggère la constitution d'une équipe spéciale sur ce dossier, mais ne pose pas le problème d'une collaboration éventuelle avec la police. Ce débat avait eu lieu au sein du comité central et fut tranché par Henri Noguères. Michel Calef, inquiet de l'action idéologique de la « Nouvelle droite », avait proposé de compléter l'action des renseignements généraux en créant une « cellule de recherches et d'informations sur l'extrême droite auprès du ministre de l'intérieur » avec un poste de chargé de mission et un conseiller technique au cabinet même du ministre. Pour les signataires de cette note²⁵, les moyens de la commission de la LDH étaient jugés insuffisants, limitant « la portée de la recherche qui devrait se prolonger vers l'avenir et devenir plus systématique ».

Quatre propositions et axes de travail sont adoptés à l'issue du congrès :

- Mieux associer l'ensemble de la LDH aux travaux de la commission (décryptage des textes, collecte des informations)
- Le suivi de la jeunesse scolarisée
- Mieux assurer l'information sous formes de brochures, tracts, conférences de presses, manifestations, mee-

tings, en direction des médias mais aussi des pouvoirs publics... Mise en place d'un secrétariat national commun et permanent. La résolution adoptée prévoyait également la mise en place d'antennes dans les régions - Promouvoir « centralement » et localement des activités de réflexion et d'études sous formes de colloques, journées d'études

QUELS SONT LES BUTS DE LA COMMISSION ?

Pour reprendre le titre d'un article écrit par Madeleine Rebérioux, « connaître l'extrême droite pour la combattre »²⁶ a été l'axe central des travaux de la commission. Après les premiers succès électoraux du Front national, il était évident pour la LDH que les vieilles grilles d'analyse sur le fascisme ou le néo-nazisme étaient insuffisantes pour éclairer la nature même de ce mouvement. De même, il fallait assurer un suivi des groupes d'extrême droite et de « l'entrisme » de la Nouvelle droite. Une importante documentation fut rassemblée avec collecte d'ouvrages, de brochures, journaux, tracts donnant lieu à la publication de fiches d'informations diffusées en interne et à l'extérieur sous formes de notes. Ces fiches se veulent didactiques et contiennent un maximum d'informations avec une série de mots-clés : adhérents, organisation, les responsables, les thématiques, les origines avec à chaque fois les références nécessaires (« Les Comités d'Action Républicaine » de Bruno Mégret « le CNIP » ; « les organisations d'extrême droite en France », « le P.O.E. » ; le Front national ; « Comment réagir face à un attentat » ; « Troisième Voie » ; bibliographie). Les sections prennent l'habitude, notamment après 1984, d'envoyer les tracts, les déclarations de leaders locaux du FN, des articles de la presse régionale

Des articles ou des dossiers sont publiés dans la revue de la LDH. Mentionnons « L'internationale noire » en 1982, « Menaces sur la République » en 1992 ou des numéros de *LDH Dossiers & documents*²⁷. La revue *Après-demain* de Françoise Seligmann était aussi le lieu où des membres de la commission pouvaient écrire :

« J'ai rédigé à la demande de Madeleine Rebérioux, un article pour le numéro 253 d'avril 1983 de la revue Après-demain. Il était consacré au « racisme anti-immigrés », thème qui n'entrait pas stricto sensu dans le scope de la Commission, mais qui était plus directement lié à mon activité antiraciste », Michel B., MRAP.

La commission est aussi un lieu de réflexion et d'analyse. Un travail commun est mené avec la Ligue de l'enseignement, notamment par le biais du CIDEM (Civisme et Démocratie). La collaboration s'est étendue au Cercle Condorcet²⁸ de Paris, avec l'organisation commune, en 1989, d'un colloque intitulé « L'extrême droite en questions », suivi de la publication des actes.

« Je travaillais à la Ligue de l'enseignement où je m'occupais de l'information en direction des responsables des FOL (Fédérations d'œuvres laïques)... En 1983, j'ai été choquée par l'émergence du FN aux élections municipales et des réactions que cela a entraîné. C'est pourquoi, à la suite de la création du Cidem conjointement par la LDH et la Ligue de l'enseignement en 1984, à laquelle j'ai participé en tant que vice-présidente, je me suis volontiers jointe aux travaux de la commission ED. La collaboration entre les deux ligues sur le thème de l'ED s'est traduite de plusieurs façons. D'abord par le biais du Cidem. En 1984, j'ai piloté la réalisation d'outils pour première campagne d'information intitulée 'Vous avez dit racisme', en binôme avec Robert Verdier. Dans ce cadre, un film vidéo avait été réalisé également par la Ligue de l'enseignement sur le thème du vivre ensemble : 'La Fourchette est loin du Capitole'. La campagne consistait à diffuser ces outils de sensibilisation aux responsables locaux des deux réseaux », Claire N²⁹.

Universitaires, journalistes, syndicalistes sont auditionnés par la commission. Des réunions communes, avec d'autres commissions (laïcité, droits des femmes, économie) sont organisées sur des thématiques comme les dérives sectaires, les lobbies anti-avortement ou le programme économique du FN.

La commission était également un lien entre la « rue Jean Dolent », siège de la Ligue, et les sections. À plusieurs reprises des questionnaires sont envoyés aux sections (1984 et 1991) afin d'avoir une meilleure connaissance de la montée en puissance du FN. Ses animateurs (Madeleine Rebérioux, Marie-Josée Chombart de Lauwe³⁰, Philippe Lamy) participèrent à de très nombreuses réunions à Paris autant qu'en province, à l'invitation des sections mais aussi des syndicats et des partis de gauche. Ils profitent de l'éclosion de nouvelles radios pour s'y exprimer (Radio Libertaire notamment). Fruit de ces réflexions, des livres sont publiés comme *Vigilance* de Marie-Josée Chombart de Lauwe (1987) ou les Actes du colloque « L'extrême droite en questions », organisé avec le Cercle Condorcet en 1991³¹. Un projet sur « l'égalitarisme ou l'égalité des chances », visant à déconstruire les théories de la Nouvelle droite, ne verra pas le jour.

COMMENT LA COMMISSION FONCTIONNAIT-ELLE ?

Une note ronéotée (non datée) précise le mode de fonctionnement de la commission extrême droite de la LDH, ouverte aux militants de la LDH. Comme le rappelle Madeleine Rebérioux, la commission « c'est d'abord un groupe de travail ». Un secrétariat national d'une quinzaine de personnes, présenté comme la structure de décision de la commission, se réunissait tous les mois afin de définir les axes de travail, ●●●

- et puis il y avait le groupe de travail qui effectuait les tâches administratives de la commission et qui était en réalité la véritable structure d'animation :

« L'équipe d'animation, de coordination de la Commission se réunissait toutes les semaines. Les militants de la LDH et de son CDLIM (Madeleine Rebérioux, Bernard Deljarrie, Bernard Wallon, Erich Inciyan), du MRAP (BM et un autre militant)³² et de l'association Henri Curiel (Jacques Lambalais) formaient son 'noyau dur', stable », Michel. B.

« Pendant un ou deux ans (je ne m'en souviens plus), la Ligue de l'enseignement a mis un objecteur de conscience à disposition de la commission ED, un jour par semaine, pour effectuer le travail de classement de sa documentation », **Claire N.**

Tous les trimestres, une séance plénière dite de concertation se tient avec la présence des membres de la commission, ouverte à tous les adhérents de la LDH. Lors de cette séance, la commission auditionne un spécialiste sur une thématique précise : « l'extrême droite et l'armée » (l'amiral Antoine Sanguinetti) ; « l'OAS d'hier et d'aujourd'hui » (Jacques Delarue) « le nazisme » (Marie-Josée Chombart de Lauwe) ; la « Nouvelle droite » (Pierre-André Taguieff), l'extrême droite en Espagne (André Thelmann)³³.

Progressivement, toutes ses structures vont fusionner en une seule entité, le président de la commission assumant les tâches de secrétariat, appuyé par l'équipe permanente de la LDH. Trois présidents se sont succédés. Madeleine Rebérioux, véritable pionnière, préside la commission jusqu'en 1991, date où elle est élue présidente de la LDH. Françoise Gaspard³⁴ lui succède jusqu'en 1993 où elle quitte cette présidence s'expliquant dans un courrier adressé à la commission :

« J'ai écrit en 1991, un livre sur ce sujet pour dire que raisonner ainsi (ne voir dans l'émergence électorale qu'un 'effet Dreux' et ne voir dans le FN qu'une résurgence du nazisme c'était ne pas vouloir regarder en face l'évolution française dans laquelle l'extrême droite fait son trou et ne pas y voir les conditions du développement d'un national-populisme d'un type nouveau. Dire que ce livre n'a pas eu de succès en France – alors qu'il est dans les pays anglo-saxons une référence – est un euphémisme³⁵ »

Puis ce fut Philippe Lamy, membre du comité central, un des animateurs de cette commission depuis 1983, qui la présida jusqu'à la fin, quittant ses activités en 2012.

Au début, des étudiants de Sciences Po, des journalistes, des militants du MRAP, de l'Association Henri Curiel, de la LCR, y participent activement. Des militants des sections parisiennes sont présents, et surtout on retrouve la « fameuse équipe » du CDLIM qui en assure le secrétariat. La création d'antennes avait été envisagée dans des villes où l'extrême droite avait une activité forte

comme Lyon, Aix, Marseille, Nice, mais ne verront jamais le jour³⁶. Les effectifs furent fluctuants, entre 30 et 50 personnes, comprenant des adhérents et non adhérents de la LDH. Mais dans la réalité, il n'y eut jamais plus d'une quinzaine d'actifs. Des associations étaient représentées comme Article 31 et on savait qu'Olive S.P.N. représentait la LCR. Pierre-André Taguieff, Jean-Yves Camus, Jacques Tarnero, Michel Wieworka, Simone Bonnafous, Anne Tristan, Edwy Plenel, Thierry Verstraete ont été membres de la commission.

À partir de 1984, c'est toute la société française qui s'empare de la question de l'extrême droite qui aujourd'hui encore pèse dans le champ politique. Les partis politiques, les syndicats créent des groupes de travail sur l'extrême droite. De nouvelles associations émergent comme SOS Racisme, qui annonce sa création dans les locaux de la LDH, Ras'l Front ou le Manifeste contre le Front national. Dans une note sur un projet de centre d'études et de documentation sur les extrémismes de droite, Article 31 recense les nombreuses initiatives allant dans ce sens jusqu'en 1987. On peut dire également que la commission « extrême droite » de la LDH a été la matrice de plusieurs groupes militants, associés autour de revues comme Article 31 et Celsius.

« Avec le recul, on peut dire aujourd'hui que la Commission 'extrême droite' de la LDH, 'canal historique' a été un véritable laboratoire, modeste mais bien réel, de l'apprentissage d'un travail antifasciste collectif et unitaire.

En effet, il faut constater que les militantes et les militants à l'origine de la création des revues Article 31 (en 1984) et Celsius (en 1987), puis de celle du CRIDA - Centre de Recherche d'Information et de Documentation Antiraciste (en 1994), ont presque toutes et tous participé, de près ou de loin et à des périodes diverses, à l'activité de la Commission 'extrême droite' de la LDH.

Lorsque le CRIDA se mettra en place, il organisera en 1994 et 1995, au siège de la LDH, sous l'égide de sa Commission 'extrême droite', des conférences de presse pour y présenter son rapport annuel (Panorama des actes racistes et de l'extrémisme de droite en Europe). Par ailleurs, les principaux dirigeants de la LDH et de sa Commission 'extrême droite' (Henri Leclerc, Bertrand Main, Philippe Lamy, Marie-Josée Chombart de Lauwe, Joëlle Kaufman) feront partie du comité de parrainage du CRIDA »,

Michel B.

La commission « extrême droite » reste le lieu où l'on vient s'informer sur le Front national, et de nombreux journalistes s'adressent à elle pour préparer des émissions sur le FN ou l'extrême droite. En 1996, la LDH participe en tant qu'observatrice aux activités du Comité national de vigilance contre l'extrême droite. Non seulement, pour la première fois depuis 1977, la gauche se

réunissait, mais cette structure comprenait également les syndicats, les associations et même la LCR.

La commission va peu à peu s'éteindre. Beaucoup de ses animateurs sont allés soit dans d'autres structures, soit ont tout simplement arrêté de militer. La crise interne du FN en 1998 et son faible score aux européennes l'année suivante laissent supposer un déclin du Front national. De fait, toutes les associations créées afin de lutter contre le Front national vont cesser d'exister. La LDH recréera un groupe de travail sur ce sujet en 2011 mais qui aura du mal retrouver une véritable assise. Mais la commission « extrême droite » de la LDH a laissé des traces. Elle a été le lieu de formation de nombreux de ses animateurs, à commencer par l'auteur de ces lignes.

Pour Jacques Lambalais, qui fut un de ses initiateurs
« la commission de la LDH a marqué une période où la lutte contre l'extrême droite s'avérait primordiale. Malheureusement, si les actions violentes de ce courant sont devenues rares aujourd'hui, ses idées circulent toujours dans la société française ».

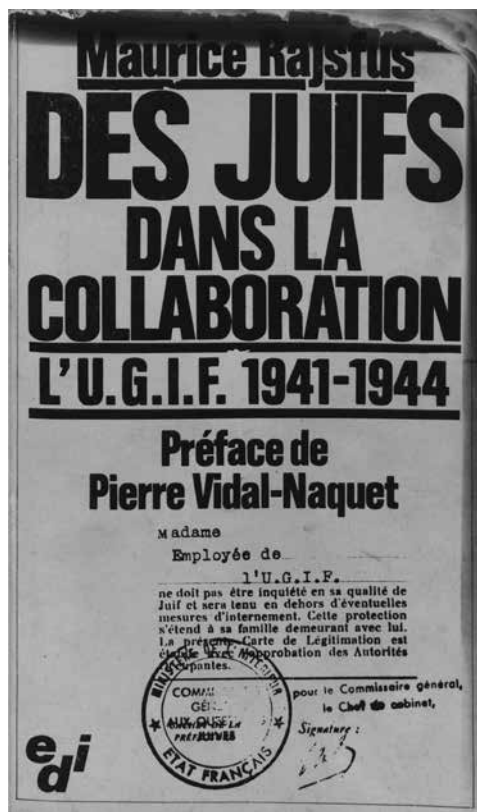


Fig. 3 : Maurice Rajsfus, *Des Juifs dans la collaboration*. L'UJIF 1941-1944, EDI, 1980 [exemplaire endommagé par les flammes], Fonds Maurice Rajsfus, Coll. La contemporaine

Notes

1. IFOP/Fiducial pour LCI et *Le Figaro*, juillet 2021.
2. Cf. l'entretien de Cécile Duflot dans *Le Monde* du 10 février 2021 : « Une victoire de Marine Le Pen est comme un impensé dans la tête des dirigeants de gauche ».
3. Mentionnons Ras'l Front, le Manifeste contre le Front national ou les SCALP.
4. Gilles Vergnon. *L'antifascisme en France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, 234 pages.
5. Bertrand Brigouleix. *L'extrême droite en France*, Intervalle/Fayolle, 1977, 232 pages ; Joseph Algazy. *L'extrême droite en France (1965-1984)*, Paris, L'Harmattan, 1989, 342 pages.
6. Philippe Lamy, « Droite extrême ou extrême droite ? Le Centre national des indépendants et paysans », *Les Cahiers d'Identités-Egalité*, n°2, 1986, 47 p.
7. Nicolas Lebourg, Joseph Beaugard. *François Duprat, L'homme qui inventa le Front national*, Paris, Denoël Impacts, 2012, 382 p.
8. René Chiroux. *L'extrême droite sous la V^e République*. Paris, L.G.D.J., 1974, 368 p.
9. Gilles Vergnon. *L'antifascisme en France. De Mussolini à Le Pen*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 234 pages.
10. Congrès national LDH, Résolution « extrême droite fasciste et nazie = menaces et ripostes », 1980.
11. Henry Rouso. *Le syndrome de Vichy (1944-198...)*, Paris, Seuil, 1987.
12. Chiffres donnés par Nicolas Lebourg. *Espaces et violences de l'extrême droite radicale*, Fanny Bugnon. Isabelle Lacroix (dir.) *Territoires de la violence politique en France de la guerre d'Algérie à nos jours*, Riveneuve éditions, 2017, p. 63.
13. Question orale du sénateur Marcel Debarge (groupe socialiste), séance du 14 octobre 1980.
14. « Plusieurs pistes pour le terrorisme noir », *Le Point*, 13 octobre 1980.
15. Philippe Lamy, *Le Club de l'Horloge (1974-2002). Evolution et mutation d'un laboratoire idéologique*, Thèse de doctorat en sociologie, Paris 8, 2016, 670 pages.
16. Note résumée succinctement de l'exposé fait par Michel Calef à la séance du Comité central le 19 avril 1980, 12 pages, Archives personnelles de l'auteur.
17. Témoignage de Bernard Wallon, responsable de la communication de la LDH.
18. Les deux abordent les sujets des accidents à l'armée et des problèmes d'hygiène et de sécurité, ainsi que la Sécurité militaire, « police politique ».
19. Eric Agrikoliansky, *La Ligue française des droits de l'homme et du citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan, 2002.
20. Entretien par messagerie électronique avec Michel. B. - MRAP, 17 mars 2021.
21. Entretien par messagerie électronique avec J. P. G., 11 avril 2021.
22. Entretien par messagerie électronique avec Jacques Lambalais, 6 avril 2021.
23. Entretien par messagerie électronique avec Jacques M., 28 février 2021.
24. *L'extrême droite nazie et fasciste = menace et riposte*, Rapport présenté par Madeleine Rebérioux, préparé avec la collaboration du MRAP et de l'Association Henri Curiel au 62^e Congrès de la Ligue des droits de l'homme (Lille, février, 1982), Archives personnelles de l'auteur.
25. Note à l'intention de M. le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Michel Calef, Anne Topart et Jean-Yves Camus, 5 pages, non datée, Archives personnelles de l'auteur.
26. *Hommes & Migrations* n° 1197 avril 1996.
27. *LDH Dossiers & Documents*, n°23, « Municipalité et égalité », 1995 ; n°32/33 : « Connaître l'extrême droite pour mieux la combattre. Manuel à l'usage des militants », 1997.
28. Le Cercle Condorcet a été créé à l'initiative de la Ligue de l'enseignement en 1987, sous l'impulsion de Claude Julien.
29. Entretien par messagerie électronique avec Claire N., Ligue de l'enseignement, 11 mars 2021.
30. Marie-Josée Chombart de Lauwe, née en 1923, résistante dès 1940, fut déportée à Ravensbrück en 1943. Spécialiste du monde de l'enfance, elle s'est consacrée à la mémoire de la déportation et de la lutte contre le nazisme, présidente de la Fondation pour la Mémoire de la déportation.
31. Editions EDI, Etudes et Documentation Internationale.
32. « Clément Weill Reynal était membre de la Commission antisémitisme et néonazisme du MRAP et je crois me souvenir qu'il a participé aux travaux de la Commission de la LDH », Entretien par messagerie électronique de M. B. 17 mars 2021.
33. Parmi les autres personnes auditionnées, mentionnons Nonna Mayer, Nicolas Lebourg, Stéphane François, Jean-Yves Camus, qui fut un des premiers membres de la Commission.
34. Contactée pour cet article, F. Gaspard n'a pas souhaité livrer de témoignage.
35. Courrier de F. Gaspard à la Commission extrême droite, 7 mai 1993, Archives personnelles de l'auteur.
36. Projet de résolution de la Commission, texte soumis au comité central. Archives personnelles de l'auteur.